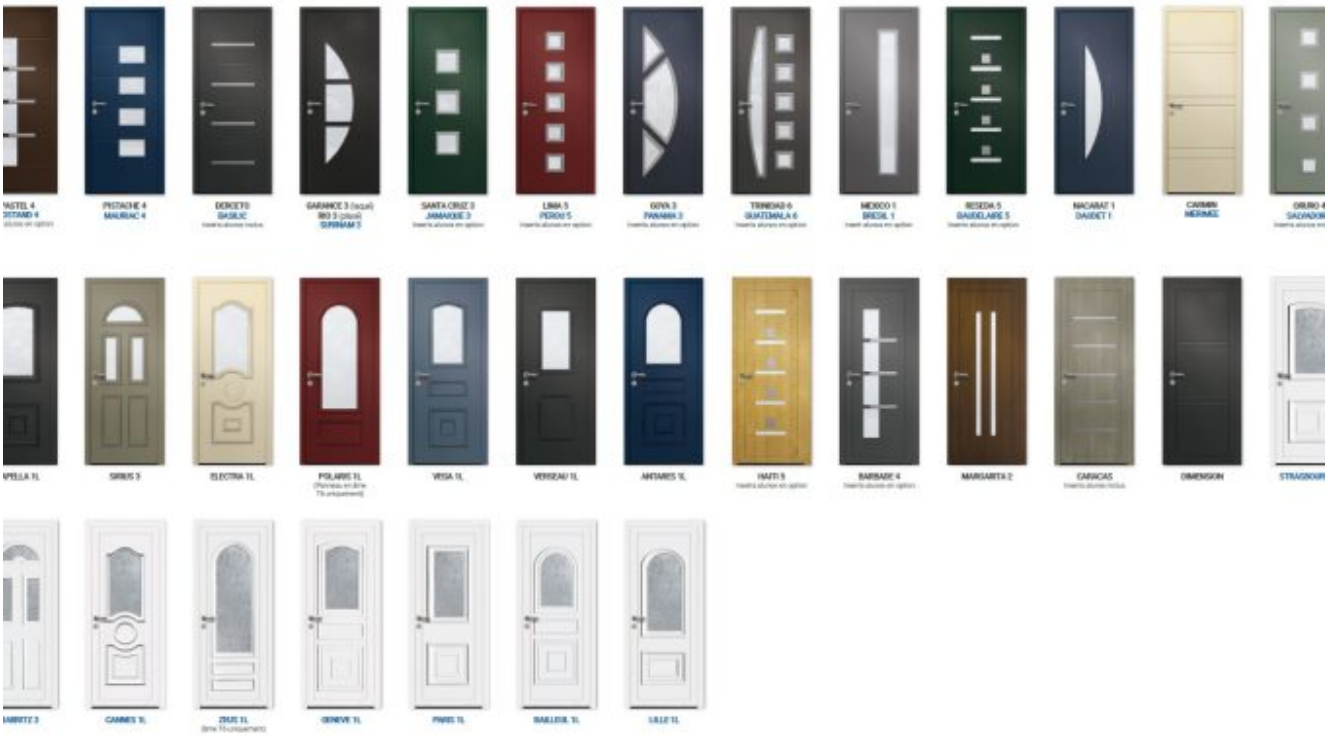
Industrie : le saccage de Macron continue avec la liquidation des Menuiseries Grégoire (234 emplois)

écrit par Jules Ferry | 7 mai 2022



Chronique ordinaire de la désindustrialisation à la sauce Macron. Grande tristesse de voir cette entreprise emblématique du secteur de la menuiserie industrielle disparaître.

Menuiseries Grégoire : 234 emplois disparaissent en Dordogne après la liquidation judiciaire



Les Menuiseries Grégoire fabriquaient des portes, contrevents et fenêtres en bois, aluminium, PVC et bois-aluminium.



Entreprise industrielle plus que centenaire, Menuiseries Grégoire vient de s’effondrer en Dordogne. Le résultat d’un processus de perte d’adhérence à la réalité du marché aggravé par des conditions lourdement négatives : de la crise financière de 2008 aux effets économiques de la gestion catastrophique du gouvernement du Covid-19.

Un monument périgordin de la menuiserie industrielle vient de s’effondrer avec la décision prise, jeudi 28 avril 2022,

par le tribunal de commerce de Périgueux d'ordonner la mise en liquidation des Nouvelles Menuiseries Grégoire, à Saint-Martial-d'Artenset (Dordogne). Décision qui se solde par la fermeture du site et la perte de 234 emplois, de source syndicale, et d'**un énorme outil industriel composé notamment de 55.000 m2 de bâtiment.**



De par son importance, l'entreprise a employé jusqu'à 800 salariés avec **un point haut de chiffre d'affaires à 100 millions d'euros** entre les années 1990 et le début des années 2000.

Reprise : en 2018, un financier a été préféré à un professionnel de la filière



157 salariés licenciés (2018), Laurent et Yves à droite et Anthony tout à gauche sur cette photo en font partie, ne retourneront pas dans les usines Grégoire

Lorsque survient ce clash bilantiel de 2018, les Meniseries Grégoire sont mal en point mais tout le monde y croit encore. Avec Parquest comme propriétaire, le dossier est transmis au tribunal de commerce de Paris. Avec deux repreneurs représentant deux grandes options pour la reprise. Prudentia Capital, fonds d'investissement qui vient de voir le jour et qui veut signer avec Menuiseries Grégoire sa première opération financière, avec en face un gros joueur de la filière, le groupe Lorillard, spécialisé dans la menuiserie, appuyé par CM-CIC (Crédit mutuel) Investissement et le fonds d'investissement Carvest (Crédit agricole).

> ***"Il y avait un financier en concurrence avec un professionnel du secteur et bien sûr il a fallu que le tribunal retienne le pire des deux, le financier !"****, s'insurge Yves Dangelaud, délégué syndical CFDT aux Menuiseries Grégoire.*

Source : La Tribune

Le pillage des financiers.

« Dix années de désindustrialisation à la sauce Macron »



Macron, alors ministre de l'économie dans l'usine de verrerie « Arc International » à Arques (Pas-de-Calais), le 27 juin 2016.

Le Monopoly comme stratégie industrielle

Alstom. Le nom lui colle comme un sparadrap depuis des années et Macron ne parvient pas à s'en débarrasser. Car **cette affaire est emblématique de toute sa politique industrielle.**À la manœuvre dès 2012 à partir des soupentes de l'Élysée, il a œuvré activement au démantèlement accéléré de ce qui fut le premier conglomérat français (CGE puis Alcatel-Alstom). La branche électromécanique d'Alstom a été vendue à GE, et Macron a veillé à neutraliser les rares

défenses mises en place par son prédécesseur, Arnaud Montebourg. Alcatel a été cédé au Finlandais Nokia et l'essentiel des emplois détruits. Sans l'opposition de la direction européenne de la concurrence, la partie ferroviaire d'Alstom aurait d'ailleurs été absorbée par l'Allemand Siemens.

En parfait « connaisseur de la grammaire des affaires », Macron n'a jamais eu la moindre critique contre la financiarisation débridée des capitaines d'industrie. Au contraire. Il en épouse toutes les vues : le Monopoly financier – vendre, acheter, fusionner, scinder, démanteler – tient lieu pour lui de stratégie industrielle. Il s'agit toujours de créer un géant mondial, peut-être européen, en tout cas un champion français. Avec à chaque fois des centaines de millions de commissions pour les banquiers d'affaires, les avocats et bien sûr les cabinets de conseil. Et, à chaque fois, des productions délocalisées, des sites fermés, des emplois directs et indirects détruits.

Une désindustrialisation continue

En dix ans, l'économie française a perdu plus d'un million d'emplois industriels. La part de l'industrie dans le PIB est passée de 20 % à 10 %. À l'exception de Chypre, de Malte et du Luxembourg, aucun autre autre pays de la zone euro n'affiche un taux aussi bas.

Ascoval, GM&S, Doux, Saint Louis Sucre, Roquette, Luxfer, Arjowiggins, La Chapelle Darblay, Bosch, Ferropem et aujourd'hui les fonderies du Poitou, de MBF, les fonderies de Bretagne, la Société de métallurgie aveyronnaise et tant d'autres… La chronique de cette destruction industrielle sans précédent s'est déclinée ces dernières années en une litanie sans fin. Plus de 100 usines ont été sacrifiées chaque année.

Il a fallu **la crise sanitaire du Covid-19** pour que le

gouvernement réalise soudain l'ampleur du désastre, prouvant au passage le désintérêt qu'il avait jusqu'à présent porté à la question industrielle. Non seulement Sanofi, censé être le leader mondial des vaccins, n'était pas capable d'en élaborer un, mais le pouvoir découvrait que **la France n'était plus en capacité de produire des masques, du gel, des petits matériels médicaux, et même des principes actifs aussi essentiels et basiques que le paracétamol. Sans parler des composants électroniques, des semi-conducteurs, du bois, etc.**

Cet affaissement industriel trouve sa traduction dans les comptes de la nation. Alors que la France affichait un excédent commercial jusqu'en 2004, sa situation se dégrade année après année. Les exportations n'ont cessé de baisser en volume et en valeur, tandis que les importations grimpent. Fin 2021, le déficit commercial atteignait 84,7 milliards d'euros. Un niveau jamais atteint.

Source

"Dix années de désindustrialisation à la sauce Macron" , à télécharger : article complet